



## Austérité et chantage à la dette : NON au nouveau traité européen!

Après les multiples plans de rigueur mis en place depuis quelques mois dans les pays de la zone euro, à l'initiative des gouvernements de l'Union Européenne qui exigent toujours plus de profits au détriment des peuples, le Conseil européen envisage de signer un nouveau traité d'austérité le 1er mars prochain et ce, sans aucune concertation démocratique. Ce Traité sur la « stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire » a pour seul but de renforcer les obligations budgétaires des Etats membres pour satisfaire aux marchés et soit disant sauver l'euro mais en aucun cas améliorer la vie de tous les jours des travailleurs et de leurs familles. C'est l'instauration de la règle d'or ! Il oblige les Etats à ne pas dépasser une norme de 0,5 % de déficit condamnant *de facto* tout investissement d'avenir dans les domaines essentiels que sont l'éducation, la formation, la recherche et la culture, des secteurs déjà sinistrés par la politique de Sarkozy.

**Face à la dégradation de la situation sociale et économique, la Confédération Européenne des Syndicats (CES) appelle à une journée européenne de mobilisation le 29 février 2012.**

Lors du dernier CCN, les organisations territoriales et professionnelles de la CGT, ont décidé de participer à des manifestations interprofessionnelles unitaires et d'appeler les salariés à la grève sur tous les lieux de travail où cela est possible.

La vaste campagne de culpabilisation qui se développe à l'encontre des travailleurs qui s'entendent dire qu'ils coûtent trop chers, que cela nuit à la compétitivité des entreprises n'est qu'une supercherie orchestrée par les patrons et le gouvernement pour toujours plus pressurer les salariés, les retraités et leurs familles. En France, ce nouveau serrage de vis se concrétise par deux nouvelles propositions du gouvernement : la fameuse TVA sociale et le « contrat compétitivité-emploi ». La première, qui n'a de sociale que le nom puisqu'il s'agit d'un des impôts les plus inégalitaires qui soient, va de nouveau grever les budgets des familles en réduisant leur pouvoir d'achat. Elle fragilisera la protection sociale en renvoyant une partie de son financement sur l'impôt. La seconde va légaliser le chantage du MEDEF à l'encontre des salariés « un travail contre l'augmentation du temps de travail, la stagnation ou la baisse des salaires » passant outre les contrats de travail et les conventions collectives... C'est une grave entorse au droit du travail français et une dégradation désastreuse des conditions de travail.

**GRETA**  
Mobilisation des personnels dans les académies le 09 février pour refuser la transformation en GIP et la mise en concurrence

Mobilisation contre la casse du système éducatif.  
Mobilisations locales multiples pour lutter contre la suppression des filières, des classes et des établissements (LP, écoles)

**Lycées professionnels**  
Lutte pour le maintien de la formation professionnelle initiale sous statut scolaire

**CEREO**  
Mobilisation contre les menaces de démantèlement après l'amputation du financement du ministère du travail

**Archéologie**  
La mobilisation des personnels ne faiblit pas contre l'ultra précarité, la mise en concurrence commerciale des fouilles et pour l'emploi public

**Défense de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche publics**

Mobilisation contre la pénurie budgétaire, la précarité massive, les restructurations abusives!

Un préavis de grève a été déposé.

**AFPA**

Lutte contre le plan stratégique qui remet en cause le maillage territorial de l'association

Dans nos secteurs, est-il encore nécessaire de répéter quelles sont les déclinaisons de la politique d'austérité du gouvernement ?

- Non remplacement d'un fonctionnaire sur deux,
- Suppression de 80 000 emplois dans le secteur de l'Éducation
- Fermeture d'établissements
- Gel du point d'indice (plus de 10% de perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires depuis 2000) et des salaires
- Hausse des cotisations pour la retraite
- Instauration d'un jour de carence dans la Fonction Publique
- Dégradation des conditions de travail
- Hausse de la précarité
- Remise en cause des conventions collectives

**A tout cela la FERC CGT dit stop! Il est temps de réagir!**

Aujourd'hui, dans l'ensemble de nos secteurs, les attaques se font de plus en plus fortes et des salariés se mobilisent. Il est maintenant temps de faire converger l'ensemble des luttes et d'organiser un mouvement d'ampleur, indépendant des échéances électorales.

**MJC**

Opposition à la liquidation judiciaire de la fédération française

## La FERC CGT revendique :

- une refonte de la politique économique et de la fiscalité de la France, qui permette l'adoption des budgets nécessaires au développement qualitatif des ministères de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de la Culture et du Travail pour répondre aux besoins de la population,
- l'arrêt des suppressions de postes de fonctionnaires et l'abandon de la RGPP,
- l'arrêt du recours aux personnels précaires et la titularisation de tous les non titulaires sans condition de concours et de nationalité,
- la création d'un grand service public d'orientation et de formation professionnelle qui soit en adéquation avec les attentes des usagers (élèves, salariés, privés d'emploi),
- l'arrêt de l'individualisation des rémunérations par l'attribution de primes et la hausse du salaire socialisé tant dans le public que dans le privé, avec, *a minima*, le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat des 10 dernières années,
- l'ouverture de NAO portant sur les conventions collectives afin d'améliorer les conditions de travail des salariés,
- le retour à une protection sociale solidaire et de haut niveau (retraite, sécurité sociale, santé...) et le retrait des lois portant atteinte à celle-ci.

Pour porter une autre vision sur le travail, sur les salaires, sur les conditions de travail, sur la place réservée aux travailleurs dans la société, sur l'égalité entre les femmes et les hommes, sur la solidarité entre les générations et sur l'avenir des jeunes, la FERC CGT appelle l'ensemble des salariés de ses secteurs à se mobiliser, à faire grève et à participer aux manifestations unitaires interprofessionnelles qui auront lieu le **mercredi 29 février 2012**.

*J'adhère à la FERC-CGT (la Fédération CGT de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture)*

Nom : ..... Prénom : .....

Profession : ..... Lieu de travail : .....

Adresse personnelle : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Portable : ..... E-mail : .....@ .....

A retourner à : FERC CGT (CASE 544) 263 rue de Paris, 93515 MONTREUIL CEDEX  
TEL. 01 48 18 82 44 - FAX 01 49 88 07 43 - e-mail : [ferc@cgt.fr](mailto:ferc@cgt.fr) internet [www.ferc.cgt.fr](http://www.ferc.cgt.fr)